



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Branche Santé 33

Pour nous contacter :
Notre site : www.npa33.org
contact@npa33.org

18 mai 2020

Face à la deuxième vague, au tsunami social, Imposons notre contrôle !

Le 15 mai, à la Pitié Salpêtrière, Macron déclarait, cynique « *On a sans doute fait une erreur* »... Juste après, il agressait un militant qui lui disait qu'on n'a pas besoin de médailles mais de salaire et de moyens : « *si vous ne la voulez pas, vous ne la prenez pas* »...

Macron est bien obligé de faire mine de prendre en compte la situation dramatique du système de santé qui n'a tenu que grâce au dévouement, à l'engagement, aux initiatives des salarié.e.s de la santé et à la solidarité du plus grand nombre... Et cela malgré l'incurie des dirigeants, depuis le gouvernement jusqu'aux directions locales, tous aussi incapables de donner aux salariés de l'hôpital et d'ailleurs les moyens pour fonctionner correctement.

Ils ont été incapables de fournir des masques, des tests en nombre suffisant, de réquisitionner les cliniques et d'organiser la répartition de leurs moyens et des personnels dans les hôpitaux.

Nos dirigeants parait-il en « guerre » ont étalé leur mépris, leur cynisme vis-à-vis des travailleurs, des petits artisans et commerçants en même temps que leur incompétence à faire face aux urgences sanitaires et sociales.

Ils ont fait mine de découvrir que les travailleurs... travaillent ! Que ce sont les « *premiers de corvée* » qui font tourner toute la société...

Le seul objectif du gouvernement, des « autorités » est de répondre aux injonctions du patronat et des multinationales, de relancer la machine à profits, de permettre aux entreprises de secteurs « non essentiels » de reprendre leurs activités au plus vite...

C'est pour cela que le 11 mai les écoles élémentaires et maternelles ouvraient leurs portes, aujourd'hui les collèges, pour que les parents puissent retourner au boulot.

Il n'est pas question pour Macron de financer une politique de santé digne de ce nom. Il n'y aurait « *pas d'argent magique* » parait-il... alors que le gouvernement a débloqué 110 milliards pour le patronat, ajoutés aux 300 milliards de garantie de prêts !

Plans de licenciements, remise en cause des 35h, nouveaux reculs pour tous

246 000 chômeurs supplémentaires ont été enregistrés sur le seul mois de mars. Depuis les choses s'emballent. Nombre de grandes entreprises annoncent préparer des plans de

suppressions de postes par milliers. Un tsunami social se prépare, ici comme dans le monde, alors même que l'épidémie est loin d'être jugulée.

Le Maire, ministre de l'économie, a expliqué : « *Nous rentrons dans un monde qui est nouveau, dans lequel il faut que nous apprenions à conjuguer activité économique, travail et circulation du virus. C'est un défi immense à relever* »...

Leur défi, c'est relancer la machine à profit, et pour ça accroître l'exploitation des travailleurs.

Véran, ministre de la santé, l'a clairement annoncé : les 35 heures ne doivent pas être un « tabou », le statut de la Fonction publique non plus. Pour eux, le moment est venu d'essayer d'amplifier l'offensive : augmenter le temps de travail, réduire les droits et les garanties dont bénéficient encore certains, généraliser la précarité...

Aux « premiers de corvée » de décider !

Les discours des « *premiers de corvée* » sur les soignants, l'hôpital, les « *héros du quotidien* » ne sont que mépris insupportable. Ce qu'ils préparent c'est toujours plus d'efforts pour les « *premiers de corvée* ». Ils appellent ça une « *nouvelle culture du travail* »... au nom de la « *solidarité nationale* » !

Le gouvernement a montré son incapacité à faire face à l'urgence sanitaire. Alors qu'il n'est même pas capable de fournir des masques à tous, il restreint nos droits, essaie de nous empêcher de nous rassembler... au nom de la santé !

Ce sont les travailleurs, les classes populaires qui ont évité jusque là une catastrophe plus grande encore.

Plus que jamais, l'avenir dépend de notre capacité à faire respecter les intérêts collectifs contre ceux d'une poignée de parasites, à imposer notre contrôle sur le fonctionnement de la société, à contester le capitalisme !

Vendredi 29 mai à 19h
Meeting en visio
avec Philippe Poutou
et des militant-e-s du NPA 33
renseignements pratiques sur le site :
www.npa33.org

On veut vivre : 300 euros net pour tous, et pas une heure en plus !

Le décret définissant les modalités d'attribution de la prime que toucheront les personnels hospitaliers est enfin paru ce 15 mai.

Tout ça pour ça ! Des pages et des pages de « précisions », d'exclusions, une liste des établissements classés 1 et d'autres classés 2... Des agents qui toucheront 1500 euros dans un certain nombre de départements, et d'autres, à quelques kilomètres de là qui toucheront 500... Et des départements où la majorité touchera 500 mais où les directions « pourront » verser 1500 à « certains ».

Pour couronner le tout, la prime sera diminuée de moitié à partir de 15 jours d'absence (sauf pour les agents atteints du Covid –quand même !- ou si ce sont des congés ou des RTT) et pas de prime si plus de 30 jours d'absence...

Le même jour Macron, en visite à la Pitié-Salpêtrière, assurait vouloir « mettre fin à la paupérisation » des soignants, promettant que l'État « sera au rendez-vous ». Depuis, Vétaran a expliqué qu'il serait bon de revoir les 35 heures... C'est vrai, on n'y avait pas pensé : puisque de plus en plus d'hospitaliers ont des boulots à côté pour joindre les deux bouts, pourquoi pas augmenter le temps de travail en échange de quelques euros ?

Face aux cyniques et aux provocateurs, la colère monte.

Médailles, 14 juillet... Ils osent tout !

A la guerre comme à la guerre, le Général d'opérette Macron veut désormais nous accrocher des médailles, et tant qu'il y est, inviter des soignants au défilé du 14 juillet ! On a cru à une blague, mais ça n'en était pas une.

Au CHU, à Haut-Lévêque, la Direction toujours aux avant-postes a déjà organisé une petite sauterie pour remettre 1000 médailles « offertes » par la Monnaie de Pessac !

Nous, on n'aime pas les médailles, les défilés, la musique militaire et ceux qui veulent nous faire marcher au pas !

Par contre, puisqu'ils parlent de guerre, on a bien compris qu'il va falloir que nous menions la nôtre pour exiger que les moyens de la société servent à la santé et aux intérêts du plus grand nombre, contre l'égoïsme et la politique criminelle des premiers de cordée. Pour que les richesses servent aux salaires, à l'ouverture de lits et de services, à des embauches massives et à la formation de professionnels.

POUR REMERCIER LES SOIGNANTS, EMMANUEL MACRON LEUR OFFRIRA...



...UNE MÉDAILLE !

Déconfinement de la colère : des RV de lutte à venir...

Depuis une semaine, des rassemblements et manifestations ont eu lieu dans ou devant plusieurs hôpitaux dans tout le pays, comme à Toulouse le 11 mai, à Robert Debré à Paris le 14, etc. Dans le département, un rassemblement a eu lieu devant l'hôpital de Blaye le 11. Des manifestations de soignants ont lieu aussi dans d'autres pays.

Les directions des syndicats ont d'ores et déjà annoncé qu'une mobilisation nationale aurait lieu en juin. Mais sans attendre, des RV sont en cours d'organisation.

Au CHU, un préavis de grève a été déposé par le syndicat SUD Santé sociaux à partir du 22 mai. Dans un certain nombre d'établissements à Bordeaux, Libourne et ailleurs, des rassemblements sont en préparation. Soyons y nombreux, invitons-y nos amis, nos familles, nos voisins.

Négociations annuelles obligatoires dans le privé : augmentation des salaires !

Dans la santé privée lucrative, les négociations salariales débutent. Les annonces du gouvernement sur le renouvellement de la prime du pouvoir d'achat (que Macron avait lâchée pendant la lutte des Gilets jaunes) pouvant aller jusqu'à 1000 €, voire 2000 s'il y a un accord d'intéressement dans l'entreprise et la prime Covid-19 promise mais dont on n'a pas de nouvelle dans le privé ne répondent pas à la nécessaire revalorisation de nos salaires. Ce n'est pas une fois par an mais chaque mois qu'on en a besoin !

Les patrons des cliniques invoquent déjà la crise du Covid et le report des interventions chirurgicales non urgentes pour dire qu'ils ne pourront pas nous augmenter.

Quand il s'agit de leur intérêt, les actionnaires savent pourtant apparemment y faire : ils ont obtenu des garanties de financement pendant la crise Covid à hauteur de l'activité réalisée en 2019

Nos salaires sont indécents ! Privé, public, c'est 300 euros net minimum qu'il faut à chacun.e de nous !

Sanofi : les profits avant tout !

Mercredi dernier, le directeur général de Sanofi a annoncé que le groupe pharmaceutique servirait en priorité les Etats-Unis s'il trouvait un vaccin contre le Covid-19. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'Etat américain a mis plusieurs centaines de millions de dollars sur la table pour « aider » le groupe à développer ses recherches. La multinationale a rappelé à qui aurait oublié la logique des entreprises privées, dans la santé comme ailleurs, pour laquelle les profits passent avant tout.

Alors que la crise sanitaire nécessiterait la coopération de tous les chercheurs de la planète pour trouver au plus tôt un vaccin gratuit et en quantité suffisante pour tous les peuples de la planète, la loi sordide du marché montre l'urgence pour l'humanité d'imposer une autre logique.

Cela passe par l'urgence de la réquisition des multinationales pharmaceutiques et de toutes les activités en lien avec la recherche et la santé, dont les cliniques privées, et leur intégration dans un grand système de santé public !